

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 659 / Mai 2022

2021 : RETOUR À LA DYNAMIQUE D'AVANT CRISE

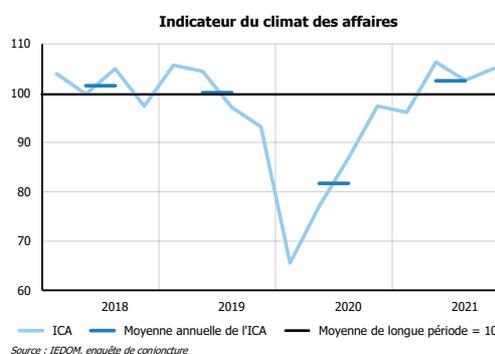
Une conjoncture économique favorable malgré de nouveaux pics épidémiques

Rebond de l'activité économique

La baisse du PIB (-2,7 % en volume) et la chute de moral des chefs d'entreprise ont pesé sur l'indicateur du climat des affaires (ICA) en 2020, celui-ci touchant son plus bas niveau historique à 65,6 points au 1^{er} trimestre de l'année. L'activité économique s'est depuis relevée, évoluant en dents de scie au gré des mesures de restrictions sanitaires.

Au 4^e trimestre 2021, l'ICA s'établit à 105,1 points et se maintient au-dessus de sa moyenne de longue période depuis maintenant trois trimestres, traduisant une conjoncture favorable. En moyenne sur l'année, il se situe à 102,5 points, soit le niveau annuel le plus élevé des dix dernières années.

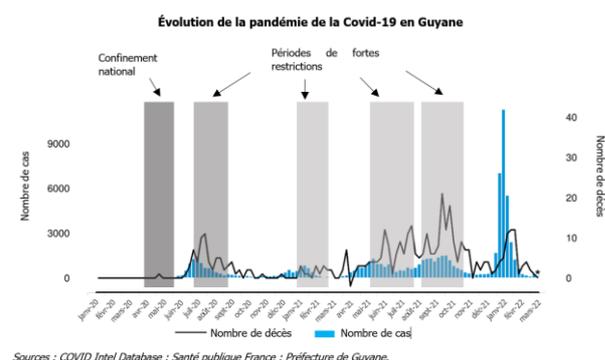
L'amélioration de la conjoncture atténuée d'ailleurs légèrement les craintes des entreprises interrogées par l'IEDOM : 19 % d'entre elles déclarent craindre une défaillance en 2022, contre 21 % en 2021. Dans les faits, pour l'ensemble des entreprises guyanaises (environ 17 000 unités légales selon l'Insee¹), seules 34 défaillances ont été comptabilisées en 2021, contre 43 en 2020, et 84 en 2019.



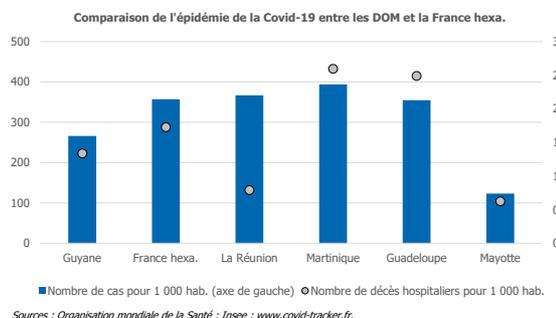
En bref : l'épidémie de la covid-19 en Guyane

Depuis le début de la pandémie de la Covid-19 en Guyane, environ 78 000 cas et 390 décès ont été recensés dans la population².

restrictives. Les plus importantes d'entre elles sont représentées par les franges grises³ sur le graphique ci-contre.



Comparativement à la Martinique, la Guadeloupe, La Réunion et la France hexagonale, la Guyane recense globalement un nombre de cas pour 1 000 hab. plus faible. Seule Mayotte dispose d'un bilan plus favorable. En matière de mortalité, la Guyane se place dans une position médiane par rapport aux territoires précités, avec un taux de 1,3 décès pour 1 000 hab.



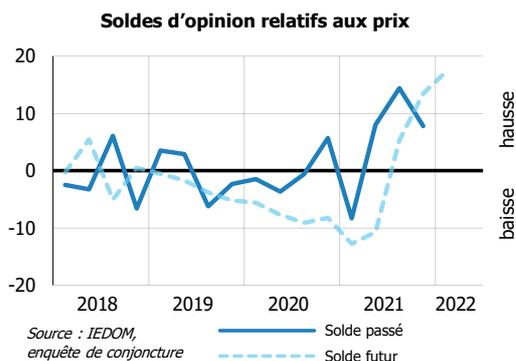
Plusieurs vagues épidémiques ont successivement touché le territoire, souvent avec un décalage temporel par rapport à la situation nationale. Ces vagues ont été accompagnées de mesures visant à freiner le développement de l'épidémie (limitations des déplacements, fermetures des commerces, des frontières, etc.), plus ou moins

¹ Nombre d'unités légales au 31 décembre 2019 : 16 933. Champ : activités marchandes hors agriculture. Source : Insee, Sirene.

² Source : Organisation mondiale de la Santé, données au 22/03/2022.

³ Plus la couleur des franges est foncée, plus les mesures ont été restrictives. Pour plus de précisions : <https://www.guyane.gouv.fr/>.

L'inflation s'accélère



En 2021, l'indice des prix à la consommation repart à la hausse, après avoir été stable en 2020 (+0,3 %). Sur un an, l'inflation est de 2,7 %, portée par l'augmentation des prix de l'énergie (+22,2 %), des communications (+6,2 %) et des transports (+5,7 %).

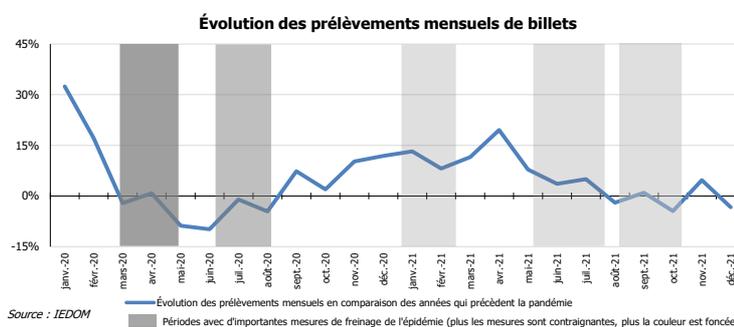
Les tensions enregistrées sur les chaînes de production mondiale et sur le fret pèsent sur les prix. Les entreprises interrogées par l'IEDOM constatent une hausse du coût de leurs intrants : plus de deux tiers d'entre elles les subissent au second semestre 2021, pour des hausses comprises entre 9 et 15 % en moyenne. Par conséquent, les chefs d'entreprise augmentent leurs prix de vente, comme l'illustrent les soldes d'opinion relatifs aux prix finaux de l'enquête IEDOM, qui atteignent des niveaux élevés.

Ces mouvements haussiers sur les prix devraient se poursuivre, la Banque de France prévoit une hausse des prix de 3,7 % en France en 2022, ce qui laisse présager d'une inflation guyanaise encore élevée.

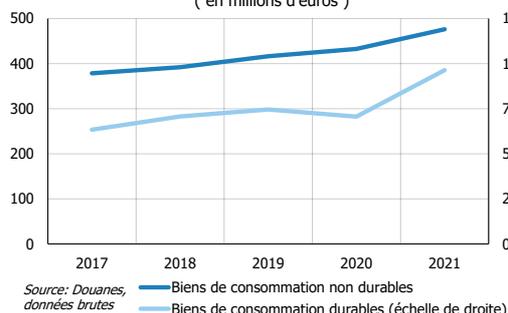
La demande des ménages porte l'économie

La consommation des ménages se réoriente à la hausse en 2021. Le montant des transactions par carte bancaire⁴ augmente de 13,8 % par rapport à 2020 et de 14,9 % par rapport à 2019.

La consommation est toutefois perturbée par les restrictions sanitaires, à l'image des prélèvements de billets qui ont ralenti ou se sont contractés au plus fort des mesures de freinage de l'épidémie.



Importation de biens de consommation (en millions d'euros)



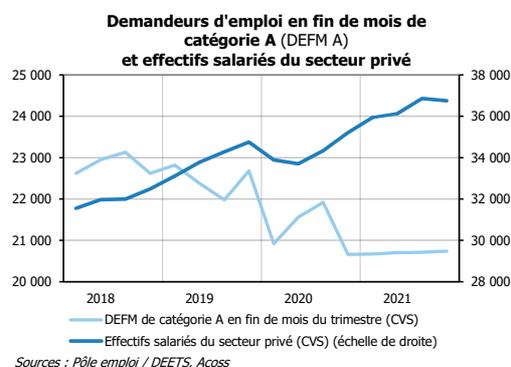
Les importations de biens de consommation atteignent un niveau historique à 572,6 M€, contre 503,4 M€ en 2020. Avec l'allègement des contraintes sur l'économie et un surplus d'épargne accumulé en 2020, les importations de biens durables sont dynamiques en 2021 (+36,6 %) à 96,4 M€, après avoir été en retrait en 2020. Symbole de ce retournement, les importations de véhicules de tourisme bondissent de 28,4 % par rapport à 2019, après une année en retrait. Les encours de crédits à la consommation, majoritairement utilisés pour le financement de véhicules, progressent de 8,2 % sur un an (+3,6 % en 2020).

De même, les importations de biens de consommation non durables, portées par la croissance démographique, s'accroissent de 10,0 % et atteignent 476,2 M€.

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages s'améliorent : le nombre de retraits de cartes bancaires est deux fois inférieur à son niveau de 2019 (884 retraits) et le nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire diminue d'un tiers en deux ans (5 502 interdictions).

Le marché de l'emploi reste bien orienté

À fin 2021, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) est en léger recul de 0,4 % (total de 20 740 personnes ; CVS), soit un niveau inférieur à celui précédant la pandémie (moyenne de 22 123 sur l'année 2019). Dans le même temps, les offres d'emploi de longue durée (contrats CDI et CCD de plus de 6 mois) sont particulièrement dynamiques et progressent de 59,3 % entre 2019 et 2021. Signe de cet allant sur le marché du travail, 9 390 offres d'emplois ont été publiées par Pôle Emploi en 2021, contre 6 330 en 2020 et 7 320 en 2019. En outre, 21 533 allocataires bénéficient du RSA en moyenne en 2021 (159,3 M€), soit un retour à un niveau proche de celui de 2019 (21 975 allocataires) après la hausse de 2020.



⁴ Source : GIE CB ; calculs IEDOM sur un échantillon de données de paiement interbancaire par CB agrégées et anonymisées.

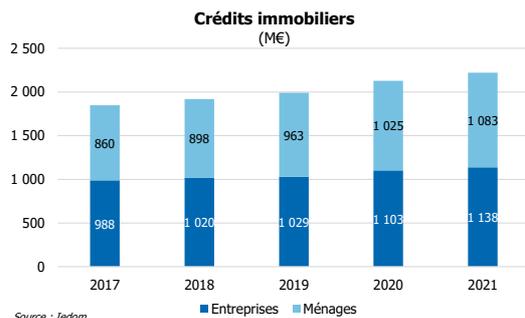
La masse salariale du secteur privé progresse quant à elle de 12,1 % sur un an, après -3,3 % en 2020, et l'emploi salarié de 5,9 %, soit 36 921 salariés recensés par l'Acoss à fin 2021 (rappel : +1,1 % en 2020). En parallèle, l'attrait pour l'entrepreneuriat se confirme avec 2 777 entreprises créées, soit un total 50 % supérieur à ceux de 2019 et de 2020.

La mise en œuvre des grands projets soutient l'investissement

De nombreux projets structurels poursuivent leur déploiement en Guyane, avec en toile de fond un rééquilibrage en faveur de l'Ouest du territoire : bâtiments scolaires, infrastructures de transports, installations énergétiques, etc.⁵. Ces constructions en cours, publiques et privées, constituent des relais importants pour l'investissement local.

L'encours des crédits d'investissement des entreprises s'accroît d'ailleurs de 15,2 % (126,3 M€), après des hausses successives de 8,0 % en 2019, puis 13,1 % en 2020. De même, les importations de biens d'investissement progressent de 25,3 % en 2021, à 626,4 M€, après des ralentissements enregistrés en 2019 et en 2020.

L'enquête de conjoncture l'IEDOM fait par ailleurs état d'un rebond des prévisions d'investissement en 2021, même si une certaine fébrilité est encore perceptible.



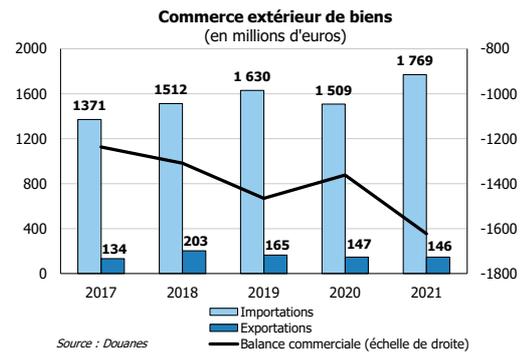
Les encours de crédits immobiliers sont également en expansion de 4,4 % (+93,3 M€), soutenus par les besoins en logement. Enjeu majeur du territoire, l'offre de logements sociaux peine à suivre l'évolution de la demande. Ainsi, le taux de suroccupation⁶ des résidences principales est de 31 % en Guyane contre une moyenne nationale de 5 %. Outre le manque de logements, ce phénomène s'explique par les prix élevés des loyers (inférieurs de seulement 7 % à ceux d'Île-de-France), couplés à un niveau de vie faible (niveau de vie médian deux fois inférieur en Guyane par rapport à la métropole). De surcroît, au moins 20 000 logements sont considérés comme indignes⁷.

Le solde des échanges extérieurs de biens se détériore

En 2021, la valeur des importations atteint un nouveau record à 1 769,2 M€, soit +17,3 % en un an (+8,5 % par rapport à 2019). Cette hausse est liée à un effet prix, les volumes importés étant globalement en baisse (-3,9 %).

Les importations venant d'Hexagone augmentent de 30,1 % (+248,3 M€), notamment grâce aux véhicules (utilitaires et de tourisme), aux intrants pour la construction et aux systèmes informatiques.

Dans le détail, l'ensemble des grandes catégories d'importations progressent à la fois en valeur et en volume, mise à part l'énergie. En effet, les importations de produits pétroliers raffinés sont en hausse de 6,6 % en valeur, alors qu'elles diminuent de 21,0 % en volume. Les bons rendements du barrage de Petit-Saut expliquent en partie ce phénomène.



Concernant les exportations, elles se contractent de 0,6 % en valeur, à 146,4 M€. Catégorie volatile d'exportations liée au secteur spatial, les exports d'instruments et d'appareils d'optique chutent de 69,7 % (-12,3 M€), tandis que les exportations d'or progressent de 11 M€ (+23,5 % en valeur ; +27,3 % en volume). Ces dernières représentent 39,5 % des exportations du territoire en 2021.

L'activité du grand port, qui avait poursuivi sa progression pendant la pandémie, reste en hausse en 2021, soutenue par la demande des ménages, l'investissement et le secteur du BTP.

La plupart des secteurs en croissance



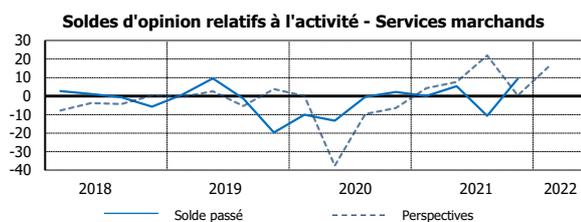
⁵ Exemples (les coûts et les délais énoncés sont des estimations) : cité scolaire de Saint-Georges (67 M€ ; livraison 2023) ; collège de Montsinéry-Tonnegrande (18 M€ ; livraison 2023) ; lycée de Macouria (45 M€ ; livraison 2024) ; commissariat de Cayenne (48 M€ ; livraison 2023) ; second pont du Larivot (127 M€ ; livraison 2025) ; centrale électrique de l'Ouest guyanais (170 M€) ; centrale du Larivot (500 M€), etc.

⁶ Un logement est dit suroccupé lorsque son nombre de pièces est insuffisant au regard de la taille du ménage qui l'occupe.

⁷ Données issues du rapport d'information de l'Assemblée nationale sur l'habitat en Outre-mer de février 2022.

Une conjoncture globalement favorable dans les services marchands

Le niveau d'activité dans les **services marchands** est bien orienté en 2021. Excepté au 3^e trimestre, le solde d'opinion relatif à l'activité du secteur se situe au-dessus de sa moyenne de longue période. D'autre part, la contribution du secteur à la croissance du nombre d'heures rémunérées en Guyane, qui a été fortement négative durant les phases de restrictions sanitaires de 2020, porte désormais l'accroissement du volume de travail total en 2021.



Source : IEDOM.

Sur le marché du **spatial**, dans un contexte de concurrence accrue et avant une année charnière qui devrait voir les lancements d'une nouvelle génération de lanceurs, Arianespace conserve sa place de 1^{er} opérateur de lancement de satellites commerciaux en orbite géostationnaire en 2021. 7 lancements ont été effectués depuis la Guyane, soit le même nombre qu'en 2020, mais moins qu'en 2019 avec 10 lancements. Ce niveau est toutefois relativement bas, en raison notamment des reports d'Ariane 6 et de Vega C.

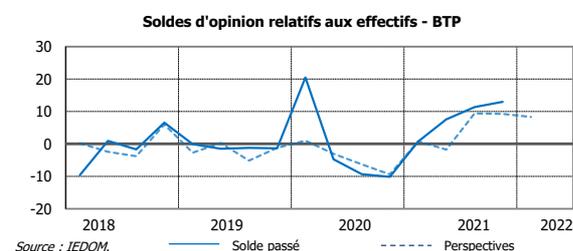
Enfin, l'assouplissement des mesures sanitaires par séquence, permet au secteur du **tourisme** de redresser son activité, sans pour autant gommer tous les effets de la crise. Le nombre de nuitées a augmenté de 83,0 % à 320 510 unités dans l'hôtellerie, mais n'a pas retrouvé son niveau de 2019 (452 850 nuitées). L'aéroport Félix Éboué a quant à lui accueilli 331 465 passagers, contre 267 650 en 2020, et 558 889 en 2019.

Un rebond inégal pour les activités commerciales

Dans son ensemble, en 2021, l'activité du secteur **du commerce** s'est redressée, soutenue par la reprise de la demande. Toutefois, les mesures visant à freiner le développement de l'épidémie pèsent particulièrement sur certains sous-secteurs, notamment la grande distribution. Avec une trentaine de dimanches non travaillés, ainsi que des horaires de fermeture anticipés sur les autres jours de la semaine à cause des couvre-feux, ces structures ne bénéficient pas pleinement de la reprise. A contrario, les commerces automobiles et ceux dédiés aux matériaux de construction enregistrent une nette hausse de leur activité.

BTP : un secteur en croissance pour répondre aux besoins structurels

Suite au Plan d'Urgence de 2017, et au regard des besoins du territoire, le volume d'affaires du secteur du **BTP** est porteur. Ainsi, la Cellule économique régionale de la construction de la Guyane (CERC) estime à environ 2,3 Mds€ les chantiers devant émerger jusqu'en 2026. En 2021, 644 M€ de marchés publics et privés sont publiés, contre 761 M€ en 2020 (450 M€ en 2019).



Source : IEDOM.

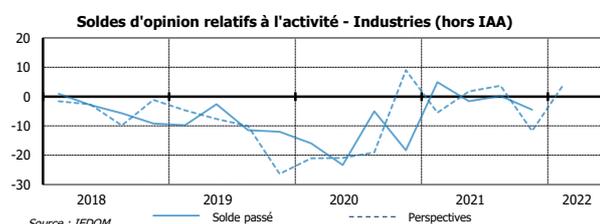
La construction de près de 600 logements collectifs et résidentiels démarre en 2021, ainsi que 400 logements individuels. Le total est inférieur à celui de l'année précédente (1 800 logements), mais continue d'alimenter des carnets de commandes déjà bien fournis.

Pour répondre à cet accroissement d'activité, le secteur prévoit de recruter près de 1 400 personnes sur plusieurs années. L'accroissement des soldes d'opinion relatifs aux effectifs du BTP de l'enquête de l'IEDOM montre d'ailleurs que les embauches ont d'ores et déjà commencé.

Les industries en ordre dispersé

L'**activité industrielle** (hors agroalimentaire) rebondit début 2021, avant de se stabiliser sur le reste de l'année.

En matière de **production aurifère**, 1,3 tonne d'or est exportée sur l'année, pour 57,8 M€. Le secteur bénéficie d'un niveau d'activité encourageant : +27,3 % en volume. De surcroît, le cours de l'or est resté élevé, élément déterminant pour la rentabilité de la filière. Néanmoins, les cours élevés favorisent également l'orpaillage illégal, estimé entre 10 à 12 tonnes d'or extraites par an, pour un montant d'environ 500 à 750 M€⁸.



Source : IEDOM.

À l'inverse, le secteur du **bois** a perdu progressivement plus d'un quart du volume de ses exportations depuis 2018, passant de 5 863,3 tonnes à 4 215,3 tonnes en 2021. Le constat est plus critique en valeur : 2,6 M€ en 2018 contre 1,1 M€ en 2021. Les mauvaises conditions météorologiques expliquent en partie ces résultats.

Pour les **industries agroalimentaires**, l'activité relevée dans l'enquête de l'IEDOM est bien orientée jusqu'au 3^e trimestre 2021, avant de se contracter par la suite. Les exportations du secteur se dégradent : -4,1 % sur un an.

⁸ Rapport de 2021 de la commission d'enquête sur la lutte contre l'orpaillage illégal en Guyane.

L'appui déterminant des aides publiques

Face au choc économique né de la crise de la Covid-19, les pouvoirs publics ont mis en place un panel de mesures visant à préserver et soutenir l'activité économique. Ce sont ainsi près de 400 M€ d'aides déployés en Guyane.

À fin décembre 2021, 1 200 PGE ont été octroyés pour près de 186 M€. Environ 4 % d'entre eux sont remboursés, une grande partie des entreprises bénéficiaires ayant choisi un amortissement sur 5 ans. Parallèlement, 116 M€ ont été versés dans le cadre du Fonds de Solidarité. Autre dispositif de soutien largement mobilisé par les entreprises, le chômage partiel a concerné, au plus fort des mesures de restriction en avril 2020, environ 45 % de l'emploi salarié du secteur privé du territoire.

Dans le cadre du plan national France Relance, un accord régional de 250 M€ de crédits a par ailleurs été signé entre l'État (125 M€) et la CTG (125 M€ via les fonds européens) pour la période 2021-2022. La déclinaison régionale du plan cible le financement de projets de transition écologique (rénovation thermique des bâtiments de l'État, champs photovoltaïques du centre spatial, etc.), des filières agricoles et industrielles (filière cacao, filière bois, etc.), et de la cohésion territoriale (consolidation des berges de Grand-Santi, aménagement de la route Maripasoula-Papaïchton, etc.).

En outre, l'État et la CTG ont signé un accord sur une aide de fonctionnement de 40 M€ pour la CTG sur la période 2022-2023, en contrepartie d'un effort de gestion.

L'activité bancaire reste soutenue

Les établissements de crédit implantés localement (ECIL) profitent de la progression des encours de crédits de la place. À fin 2021, leur produit net bancaire augmente de 6,0 % à 88,6 M€, soutenu par les commissions nettes (+8,4 %), et les intérêts nets (+4,8 %). De même, la diminution des frais généraux (-2,8 %) participe à l'amélioration du coefficient net d'exploitation (-2 pts à 36,2 %) et de la rentabilité des banques. Ainsi, le résultat net des ECIL augmente de 4,4 %, pour un coût du risque qui reste maîtrisé malgré une hausse de 4,0 %.

Financement de l'économie⁹ en constante augmentation

L'encours sain de crédits, qui avait été porté par le recours aux PGE en 2020 (+10,0 %), poursuit sa progression en 2021, mais dans une moindre mesure : +6,7 % à 4 296,8 M€. Les crédits aux entreprises sont particulièrement dynamiques (+7,4 %, soit +160 M€), avec notamment une augmentation significative de 15,2 % (+126,3 M€) des crédits d'investissement.

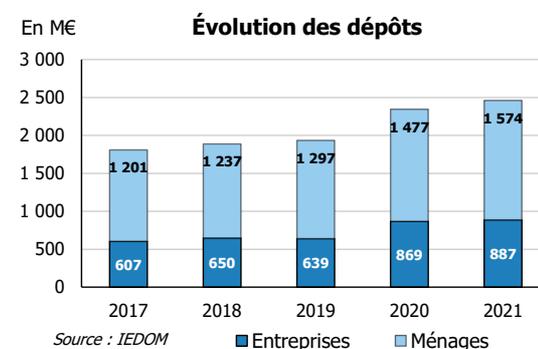
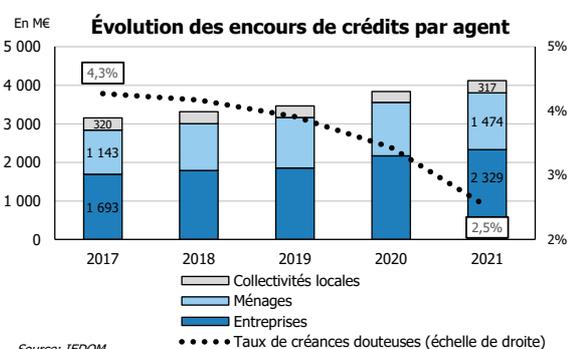
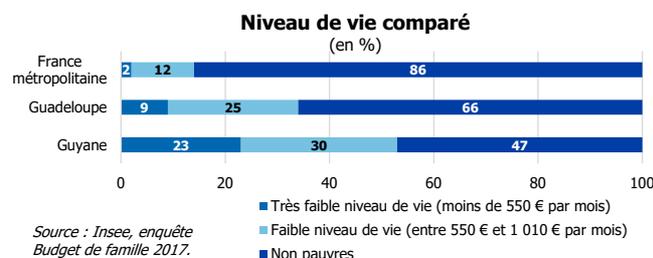
Le financement des ménages progresse également sur l'année (+6,3 %, soit +87,2 M€), comme celui des collectivités locales (+11,7 %), pour lesquelles un apurement des créances douteuses est constaté en 2021. Le taux de créances douteuses de la place atteignait 3,9 % à fin 2019 et s'établit désormais à 2,5 % à fin 2021 (-92 points de base).

Accroissement de la collecte des dépôts

Après la nette hausse de la collecte (+20,5 % ; +432,4 M€) liée à l'épargne « forcée » de 2020, les actifs des agents économiques augmentent de 5,7 % en 2021, soit +144,7 M€. Les dépôts à vue sont à nouveau le moteur de cette augmentation (+6,0 % ; +93,2 M€).

La trésorerie des entreprises s'établit à un niveau élevé à 887,2 M€ (+2,1 %), après le bond historique de 2020. La reprise de l'activité, mais aussi les mesures de soutien à l'économie en sont les principales explications.

La collecte de l'épargne des ménages reste dynamique (+6,6 % ; +96,9 M€), à 1 573,6 M€.



En matière d'épargne, il est toutefois indispensable de rappeler qu'en Guyane, la situation d'une part importante des ménages ne leur permet pas d'épargner. Ainsi en 2017, le niveau de vie de 53 % de la population¹⁰ était considéré comme faible, voire très faible, contre 14 % en France métropolitaine et 34 % en Guadeloupe. De surcroît, l'indice de Gini, qui mesure la disparité de distribution des revenus dans une société, était particulièrement élevé en Guyane (0,429) par

rapport à la France métropolitaine (0,270), signe d'inégalités plus marquées.

⁹ Les données relatives aux taux des crédits pratiqués en Guyane sont disponibles en ligne : <https://www.iedom.fr/guyane/publications/publications-economiques-et-financieres/conjoncture-financiere/infos-financieres/infos-financieres-suivi-des-credits/>.

¹⁰ Champ : personnes vivant dans un ménage dont le revenu disponible est positif ou nul.

2022 : persistance du rebond économique dans un contexte incertain et anxieux ?

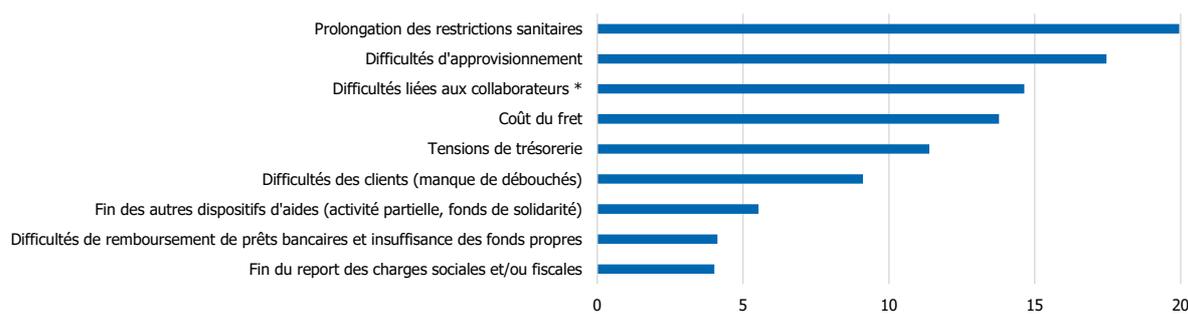
Début 2022, malgré le pic inédit des contaminations au coronavirus et la très forte pluviométrie qui a causé la coupure de la route entre l'Ouest et l'Est de la Guyane, les entreprises interrogées par l'IEDOM restent relativement confiantes quant à l'évolution de leur activité sur l'année.

Dans le détail, seul le secteur industriel anticipe une quasi-stabilisation de son chiffre d'affaires. En parallèle, après une deuxième année difficile, le secteur touristique prévoit de se rapprocher des niveaux d'activité d'avant-crise. Le BTP devrait à nouveau connaître une solide croissance, qui pourrait toutefois être perturbée en cas de persistance d'une météo dégradée.

La Guyane dispose de solides relais de développement, aux premiers desquels figurent sa forte dynamique démographique et le besoin en infrastructures qui en découle.

Pour autant, à court terme, cette reprise est fragile et de nombreux événements exogènes pourraient venir la contrarier. L'évolution de la pandémie et le retour des restrictions sanitaires constituent d'ailleurs la principale crainte des entreprises interrogées par l'IEDOM (pour 20 % d'entre elles), dans un contexte de faible couverture vaccinale. Les difficultés d'approvisionnement ainsi que celles liées aux collaborateurs et la progression du coût du fret sont également au cœur de leurs préoccupations.

Principales préoccupations des entreprises guyanaises pour 2022 (En % des réponses exprimées)



La flambée des cours de l'énergie et des autres matières premières, née de la forte reprise mondiale et exacerbée par le conflit russo-ukrainien, est également de nature à remettre en cause les perspectives de croissance locale.

À titre illustratif, les prix des hydrocarbures se sont inscrits en nette hausse depuis début 2021. Pour en atténuer les impacts négatifs sur l'économie, les pouvoirs publics se sont d'ailleurs mobilisés : la CTG a voté une baisse de 3 centimes d'euros par litre de carburant pour le mois de mars, tandis que le gouvernement a décidé d'appliquer une remise de 15 centimes d'euros par litre d'avril à juillet 2022.

Autre point de vigilance crucial pour le territoire, la guerre russo-ukrainienne a conduit l'agence russe Roscosmos à se retirer de la Guyane : ce sont ainsi 3 lancements de moins qui sont prévus en 2022 pour la Guyane (sur 12 au total). Avec ce retrait, Arianespace ne dispose actuellement plus de lanceurs moyens¹¹.

Le déploiement de Véga C et Ariane 6, en remplacement des versions de lanceurs en cours d'exploitation, est par ailleurs prévu en 2022. Ariane 6 a d'ailleurs été choisie par Amazon pour acheminer une partie de sa constellation de satellites Kuiper en orbite (18 lancements prévus à partir de 2024), permettant aux Européens de signer le plus important contrat de leur histoire.

⁹ Pour rappel, la filière spatiale représentait environ 15 % de la valeur ajoutée du territoire en 2017, selon l'Insee.